

**Politique | Gironde : Castaner dit merci et non merci**

Alors qu'un "acte 3" des gilets jaunes semble se préparer pour ce samedi et qu'une délégation de porte-paroles des manifestants doit être reçue ce vendredi 30 novembre par le Premier ministre Edouard Philippe, le ministre de l'Intérieur était en déplacement officiel ce jeudi en Gironde, à la rencontre des forces de l'ordre mobilisées pour assurer la sécurité des manifestations. Un déplacement symbolique, notamment au péage de Virsac ayant subi des dégradations, après des annonces présidentielles qui n'ont visiblement pas convaincu les gilets jaunes, toujours mobilisés en ce treizième jour de grogne.

**Point de gestion**

Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, était en visite en Gironde mercredi 28 et jeudi 29 novembre, à la rencontre des forces de l'ordre sur le péage de Virsac où d'importantes dégradations ont été commises dans le cadre du mouvement des gilets jaunes. "C'est une zone qui a été fortement atteinte et bousculée, ou de nombreux blessés ont été recensés et où des actes symboliques, notamment sur le péage de Virsac, ont été identifiés", a précisé Christophe Castaner après un discours surtout censé remercier les forces de l'ordre qui sont intervenues dans le cadre de ces manifestations lors d'un déplacement à la direction zonale des CRS de Cenon effectué en hélicoptère. La veille, il s'est rendu à Bordeaux pour rencontrer la BAC et les forces de l'ordre à Saint-Jean d'Illac. Devant l'entrée du bâtiment, un groupe de gilets jaunes était venu profiter de l'occasion pour, à nouveau, faire entendre leur voix auprès du ministre, même si ces derniers n'en ont pas eu l'occasion. "Il essaie de se les mettre dans la poche pour ne pas qu'ils rejoignent le mouvement", a-t-on notamment pu entendre dans les rangs des manifestants pacifiques venus "accueillir" le ministre. Dans une réunion qui s'est tenue à huis-clos, Christophe Castaner a surtout assisté à un point sur la gestion sécuritaire des manifestations coordonnée par la préfecture de région, alors qu'un syndicat policier toulousain a récemment dénoncé un ras-le-bol dans les rangs de la police.

**Des dégradations condamnées**

En plus du remerciement général, Christophe Castaner en a profité pour condamner les dégradations et les blessés parmi les forces de l'ordre lors des manifestations, soulignant que leur nombre était "supérieur, en onze jours à celui que nous avons eu pour libérer Notre-Dame des Landes en trois mois. Notre vigilance reste entière

car si le gouvernement entend et répond aux préoccupations de nos concitoyens, il n'acceptera jamais les perturbations graves de notre vie économique et du quotidien. Le Président [s'est exprimé mardi](#), partageant la crainte de certains de nos concitoyens d'être laissés pour compte, de payer la transition énergétique sans en bénéficier. La méthode est désormais posée : un agenda de protection et de solutions sera élaboré lors du prochain trimestre. Le ministère de l'Intérieur sera au service de cette ambition".

Du côté des gilets jaunes, le discours d'Emmanuel Macron n'a pas convaincu. Ces derniers appellent d'ailleurs à une nouvelle journée de mobilisation ce samedi à Paris.

Le ministre de l'Intérieur a d'ailleurs annoncé que pour l'heure, deux manifestations avaient été déclarées en préfecture, mais pas sur les Champs Elysées. Le ministère de l'Intérieur travaille à renforcer la sécurité pour que le scénario de samedi dernier ne se reproduise pas. "Si le droit de manifester est fondamental, le droit de bloquer, de piller, de détruire, au fond de voler la manifestation à celles et ceux qui voulaient manifester dans de bonnes conditions, ne doit pas s'opposer au droit fondamental de circuler", a notamment répété le locataire de la place Beauvau. La nuit dernière en Gironde, des gilets jaunes ont occupé le rond-point de [Saint Vincent de Paul](#) sur la route d'accès d'un dépôt de carburant, à Ambès, l'un des plus importants de France où jusqu'à 500 véhicules quotidiens viennent remplir leurs cuves.

## Vers de "nouveaux gestes" ?

Face à la bronca, Christophe Castaner a précisé que d'après les chiffres du ministère, un peu plus de 3500 manifestants étaient mobilisés ce jeudi à 11h dans tout le pays soit, selon le ministre, "un habitant pour dix communes de France qui manifeste. Ils ont des intentions plus brutales que celles que nous avons connu le 17 novembre". Dans un [sondage Odoxa](#) paru mercredi, 84% des personnes interrogées trouvent le mouvement "justifié" (1000 personnes interrogées), c'est sept points de plus que la semaine dernière. Après une première matinée de discussions, de nombreux élus locaux ont de leur côté réclamé un "[nouveau geste](#)" de l'exécutif face à la mobilisation, alors que plusieurs porte-paroles du mouvement des gilets jaunes doivent être reçus ce vendredi par Edouard Philippe et François De Rugy, le ministre de la Transition écologique.



Romain Béteille

*Crédit Photo : RB*

*Publié sur [aqui.fr](#) le 29/11/2018*

*[Url de cet article](#)*